



Travailleurs migrants, avec ou « sans papiers » Tous à la manifestation !



Samedi 28 mai, 14 heures Barbès.

Depuis février 2008, les travailleurs « sans papiers » ont osé s'engager avec détermination dans des grèves longues et massives pour gagner leur régularisation et celle de tous les travailleurs « sans papiers » présents sur le territoire national. Ce puissant mouvement des précaires parmi les précaires en lutte pour leurs droits a rassemblé au fil des grèves et des mobilisations non seulement des milliers de ces travailleurs mais aussi de nombreuses organisations syndicales, associations et d'individus.

Des patrons du Cac 40, comme des patrons de moyennes et de petites entreprises face à cette réalité et cette détermination ont fini par se prononcer pour des critères de régularisation identiques sur tout le territoire pour les travailleurs « sans papiers ».

Ce mouvement de grève exemplaire des travailleurs « sans papiers » en faisant la démonstration que ces salariés loin d'être des profiteurs du système social, cotisent et payent des impôts alors qu'ils sont privés des droits les plus élémentaires, a largement contribué à changer l'image du travailleur migrant avec ou sans « sans papier » en France.

De son côté, en se mobilisant pour empêcher l'expulsion des enfants de parents « sans papiers », le Réseau éducation sans frontière (RESF) a contribué à faire de ces hommes et de ces femmes aux yeux de l'opinion des gens comme les autres, dont les enfants sont sur les bancs de l'école avec tous les autres enfants.

Aujourd'hui avec plus de 2000 récépissés de 3 mois déjà délivrés en attendant la carte de séjour salariée et les 2800 régularisations obtenues lors des grèves de 2008 ce sont 5000 travailleurs qui ont déjà été régularisés ou sont en passe de l'être. Sans compter les centaines de travailleurs migrants non-grévistes qui ont déposé leur dossier dans différentes préfectures.

La présence en France de dizaines de milliers de travailleurs sans papiers est une réalité économique et sociale. Il ne sert à rien de vouloir faire l'autruche ou de manier le bâton de la répression en pensant que l'expulsion de plusieurs milliers d'entre eux par an va effacer cette réalité.

Les travailleurs « sans papiers » ne prennent le travail de personne. Ils font partie intégrante du marché du travail de notre pays. Des pans entiers de notre économie, que ce soit dans le bâtiment, la restauration, le nettoyage, les services de l'aide à la personne... ont recours à ces travailleurs – eues dans des secteurs où les conditions de travail « d'ici » sont celles de « là bas ». C'est la « délocalisation sur place ».

À qualification équivalente dans ces différents secteurs, les travailleurs migrants de façon générale subissent le chômage dans les mêmes proportions que les « natifs ». Par contre, plus on monte dans la hiérarchie professionnelle des métiers qualifiés, plus leur chômage est important. Plus forte est aussi la discrimination !

Qu'elle concerne des salariés avec ou « sans papiers », l'immigration est d'abord une question sociale.

C'est pour être respectés en tant que salariés et être régularisés, que depuis plusieurs années des milliers de travailleurs-euses « sans papiers » ont pris le chemin de la lutte avec les organisations syndicales. C'est un mouvement social irréversible. Il est un puissant gage d'unité entre tous les salariés de notre pays.

Ils bossent ici, ils vivent ici, ils restent ici.

Paris, 10 mai 2011.